CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 55.788/2
du 15 avril 2014

sur

un projet d'arrêté royal 'portant exécution des articles 25 et suivants de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 55.788/2
van 15 april 2014

over

een ontwerp van koninklijk besluit 'tot uitvoering van de artikelen 25 en volgende van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen'

Le 18 mars 2014, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Vice-Première Ministre et Ministre des Affaires sociales à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'portant exécution des articles 25 et suivants de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 15 avril 2014. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Martine BAGUET et Luc DETROUX, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Colette GIGOT, greffier.

Le rapport a été présenté par Alain LEFEBVRE, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 15 avril 2014.

*

Op 18 maart 2014 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-Eerste Minister en Minister van Sociale Zaken verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot uitvoering van de artikelen 25 en volgende van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 15 april 2014. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Martine BAGUET en Luc DETROUX, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Colette GIGOT, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Alain LEFEBVRE, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 15 april 2014.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATION GÉNÉRALE

De nombreuses dispositions du projet d'arrêté n'ont d'autre objet que de rappeler ou de paraphraser des dispositions législatives. Tel est le cas par exemple de l'article 1er, §§ 1er, 2, alinéas 3 et 4, et 5, l'article 4, alinéas 1er et 2, l'article 5, §§ 4, 7 et 8, l'article 7, l'article 8, alinéas 2, 3 et 5, l'article 9, § 3, l'article 10, § 1er, l'article 11, § 6, l'article 14, § 3, alinéa 3, et l'article 122*quinquies-decies*/1, § 2, alinéa 4, en projet à l'article 18.

Un tel rappel est en principe inutile et, tel qu'il est formulé, il présente l'inconvénient d'induire en erreur sur la nature juridique exacte des règles en question : en reproduisant des normes supérieures, l'auteur du projet agit comme s'il était compétent pour les arrêter, et donc pour les modifier.

Toutefois, si l'auteur du projet estime utile, dans un but de lisibilité du dispositif, de reproduire des normes de niveau hiérarchiquement supérieur, il lui appartient de le faire, afin d'éviter les inconvénients qui viennent d'être rappelés, en indiquant dans le texte qu'il s'agit du rappel de ces normes, à l'aide par exemple de la formule « Conformément à l'article [...] de la loi [...], [...] ».

À cette occasion, l'auteur du projet veillera à faire concorder la manière de compter les délais entre le texte des dispositions pertinentes de la loi et celles du projet, spécialement en ce qui concerne la mention de « jours » ou de « jours ouvrables ».

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

1. À l'alinéa 3, il y a lieu de mentionner également l'article 9*ter* de la loi 'relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994', inséré par la loi du 19 mars 2013.

2. Au même alinéa, il y a lieu d'écrire que l'article 25*octies*/2 de la loi 'relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994', a été modifiée par la loi du 9 mars 2014.

3. Dans un alinéa nouveau, il y a lieu de mentionner également l'article 7 de la loi du 11 avril 1995 'visant à instituer « la charte » de l'assuré social'.

4. Il y a lieu de mentionner la date de l'avis de l'Inspecteur des Finances et de l'accord du Ministre du Budget.

DISPOSITIF

Article 1er

1. Au paragraphe 1er, alinéa 5, sous réserve de l'observation 2 formulée sous les articles 1er et 2, il y a lieu de mentionner, plus précisément, semble-t-il, l'article 25*quater*/1, § 2.

2. Au paragraphe 2, alinéa 3, *in fine*, le renvoi aux « constatations dont il est fait mention dans la première partie du présent paragraphe » n'est pas assez précis.

3. Le paragraphe 3, alinéa 2, seconde phrase, dispose que, « [d]ans tous les cas, [le Collège des médecins-directeurs] notifie sa décision au médecin-conseil de l'organisme assureur du bénéficiaire ».

Le paragraphe 5 dispose que, « [d]ans chaque cas, le médecin conseil de l'organisme assureur notifie au bénéficiaire sa décision motivée ou celle prise par le Collège des médecins-directeurs. Une copie de la notification est transmise à l'Institut ».

Ces questions de notification doivent trouver place dans une seule et même disposition.

Articles 1er et 2

1. L'article 1er, § 1er, alinéa 3, ne fait pas apparaître suffisamment clairement l'articulation entre le projet examiné et l'arrêté royal du 14 décembre 2006 'concernant les médicaments à usage humain et vétérinaire'. Cette articulation consiste en ce que, lorsque, en vertu de l'article 109, § 3, en projet [1] de l'arrêté royal précité du 14 décembre 2006, la mise à la disposition gratuite d'un médicament à été octroyée à un patient, le médecin responsable transmet le dossier au Collège des médecins-directeurs, qui statue sur la demande de prise en charge, conformément aux articles 25, dernier alinéa [2], et 25*quater*/1, § 2, de la loi coordonnée.

2. Mieux vaut rassembler toutes les dispositions relatives aux demandes de prise en charge en vertu de l'article 25*quater*/1, § 2, dans un article distinct.

---

[1] La modification de cet article est prévue dans un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 14 décembre 2006 relatif aux médicaments à usage humain et vétérinaire' enrôlé sous le n° 55.790/3 du rôle de la section de législation du Conseil d'État.

[2] Cet alinéa dispose que les interventions qui résultent d'une décision de cohorte sont accordées à la personne qui a financièrement pris en charge la mise à la disposition du médicament au bénéficiaire, c'est-à-dire, généralement, la firme pharmaceutique. Cela est logique puisqu'en vertu de l'article 109, § 3, en projet de l'arrêté royal précité du 14 décembre 2006, la mise du médicament à la disposition du patient est gratuite.

Article 4

Dès lors que l'alinéa 1er concerne des demandes individuelles, il y a lieu de renvoyer plus précisément à l'article 25*quater*/1, § 2, de la loi coordonnée.

Article 5

1. Logiquement, le paragraphe 2, qui concerne la demande d'autorisation préalable, doit trouver place avant le paragraphe 1er, qui concerne la demande d'intervention.

2. Au paragraphe 3, alinéa 2, 3°, l'auteur du projet semble perdre de vue la possibilité, prévue à l'article 25*sexies*, § 2, 2°, *in fine*, de tenir compte, dans certaines circonstances, des frais de voyage et de séjour relatifs à des soins de santé en-deçà de 350 km.

3. Le paragraphe 6 dispose que « [l]e Collège des médecins-directeurs notifie sa décision motivée au médecin-conseil de l'organisme du bénéficiaire ».

Cette disposition est inutile et sera omise. Elle est, en effet, identique à la disposition générale de l'article 1er, § 3, alinéa 2, seconde phrase.

4. Le paragraphe 7 dispose que « [l]e paiement du montant alloué au bénéficiaire se fait par l'organisme assureur conformément aux dispositions prévues à l'article 25*novies* de la loi coordonnée [du] 14 juillet 1994 ».

Cette disposition est inutile et sera omise. Elle est, en effet, identique à la disposition générale de l'article 1er, § 4.

5. Le paragraphe 8 dispose que, « [d]ans chaque cas, le médecin conseil de l'organisme assureur notifie au bénéficiaire la décision motivée du Collège des médecins directeurs. Une copie de la notification est transmise à l'Institut ».

Cette disposition est inutile et sera omise. Elle est, en effet, identique à la disposition générale de l'article 1er, § 5.

Article 6

1. Au paragraphe 1er, alinéa 4, les firmes n'ont pas à s'engager à respecter, pendant une année, les obligations résultant de la loi et de ses arrêtés d'exécution. Ces obligations s'imposent d'elles-mêmes et sans limitation dans le temps.

Quant à la question de leur responsabilité, elle doit être réglée par une disposition à caractère législatif et non dans un arrêté royal.

2. Au paragraphe 1er, avant-dernier alinéa, il n'appartient pas au Roi de confirmer que la loi du 18 juillet 1966 'sur l'emploi des langues en matière administrative' est applicable.

3. Aux paragraphes 3 et 4, il y a lieu de préciser la procédure à suivre vis-à-vis de la firme lorsque la Commission opère des propositions d'initiative ou à la demande du Collège des médecins-directeurs.

Article 8

1. La condition selon laquelle l'intervention ne peut être autorisée que pour un groupe de bénéficiaires défini ne paraît pas pertinente dans toutes les hypothèses puisque, s'agissant d'une décision de cohorte qui fixe uniquement des critères d'exclusion, la catégorie des bénéficiaires n'est pas définie, comme le précise d'ailleurs l'article 9, § 2, 2°.

2. L'alinéa 5 fait double emploi avec l'article 9, § 5, alinéas 2, 2° et 6°, et 3.

Chapitre 4

Les conventions dont il s'agit dans le chapitre 4 sont celles conclues dans le cadre de décisions de cohortes.

Les dispositions du chapitre 4 doivent dès lors figurer dans le chapitre 3.

Le cas échéant, l'auteur du projet divisera le chapitre 3 en deux sections.

Article 13

À l'alinéa 4, si une proposition de convention a été faite, il est logique que la procédure soit suspendue jusqu'à ce que la convention ait été conclue ou jusqu'à l'échec des négociations.

Par contre, la section de législation n'aperçoit pas la portée de la référence à « l'expiration du délai de 7 jours ouvrables visés à l'alinéa 1er ». Au contraire, il s'agit là du délai ultime pour adresser une demande de conclusion d'une convention.

Article 18
(article 122*quinquies-decies*/1 en projet de l'arrêté royal du 3 juillet 1996)

1. Dans la phrase liminaire, il y a lieu de mentionner la dernière modification encore en vigueur subie par l'arrêté royal du 3 juillet 1996.

2. L'article doit être présenté de telle façon qu'il ne reproduise pas la composition de la commission déjà fixée par l'article 25*octies*/1, § 2, de la loi coordonnée, mais précise uniquement les règles de désignation des membres.

Article 19
(article 4*bis* en projet de l'arrêté royal du 22 janvier 2002)

1. Dans la phrase liminaire, il y a lieu de mentionner les modifications encore en vigueur subies par l'arrêté du 22 janvier 2002.

2. Au paragraphe 3 en projet, dans la version française, il y a lieu d'écrire « […] et qui sont chargés par elle d'effectuer une étude […] » et non « […] et qui sont chargés d'effectuer pour lui une étude […] ».

Article 22

La disposition sera mieux rédigée comme suit :

« Sont abrogés :

1° l'arrêté royal du 26 février 2001 portant exécution de l'article 25 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, modifié par l'arrêté royal du 11 décembre 2001 ;

2° l'arrêté royal du 4 février 2004 d'exécution de l'article 25, § 3, alinéa 5, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 ».

Article 23

1. Le 1° fixe l'entrée en vigueur des articles 2 à 12 de la loi du 7 février 2014 'portant des dispositions diverses en matière d'accessibilité aux soins de santé'.

Il n'y a cependant pas lieu de fixer l'entrée en vigueur de l'article 2 et de l'article 3, 1° et 2°, de la loi précitée du 7 février 2014, qui, en vertu de l'article 12 de la même loi, sont entrés en vigueur le lendemain de sa publication au *Moniteur belge*.

2. L'alinéa 2 doit trouver place dans un article précédant l'article relatif aux entrées en vigueur.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ALGEMENE OPMERKING

Talrijke bepalingen van het ontwerpbesluit beperken zich ertoe wetsbepalingen in herinnering te brengen of te parafraseren. Dat geldt bijvoorbeeld voor artikel 1, §§ 1, 2, derde en vierde lid, en 5, artikel 4, eerste en tweede lid, artikel 5, §§ 4, 7 en 8, artikel 7, artikel 8, tweede, derde en vijfde lid, artikel 9, § 3, artikel 10, § 1, artikel 11, § 6, artikel 14, § 3, derde lid, en het ontworpen artikel 122*quinquies-decies*/1, § 2, vierde lid (artikel 18 van het ontwerp).

Een dergelijke herhaling is in principe overbodig, en de wijze waarop ze is geformuleerd heeft het nadeel dat verwarring ontstaat over de precieze juridische aard van de regels in kwestie: door hogere regels over te nemen, handelt de steller van het ontwerp alsof hij bevoegd zou zijn om die hogere regels vast te stellen en bijgevolg te wijzigen.

Indien de steller van het ontwerp evenwel oordeelt dat het voor de leesbaarheid van het dispositief nuttig is normen met hogere rechtskracht over te nemen, moet hij, om aan de hierboven vermelde bezwaren tegemoet te komen, in de tekst aangeven dat het de memorering van deze normen betreft, bijvoorbeeld door middel van de formule "Overeenkomstig artikel [...] van de wet […], [...]".

De steller van het ontwerp moet er dan tevens op toezien dat de termijnen in het ontwerp op dezelfde manier worden uitgedrukt als in de relevante wetsbepalingen, inzonderheid wat betreft de vermelding van "dagen" of van "werkdagen".

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

1. In het derde lid vermelde men tevens artikel 9*ter* van de wet 'betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994', ingevoegd bij de wet van 19 maart 2013.

2. In hetzelfde lid schrijve men dat artikel 25*octies*/2 van de wet 'betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994', is gewijzigd bij de wet van 9 maart 2014.

3. In een nieuw lid moet ook artikel 7 van de wet van 11 april 1995 'tot invoering van het "handvest" van de sociaal verzekerde' worden vermeld.

4. De datum van het advies van de inspecteur van Financiën en de datum van de akkoordbevinding van de minister van Begroting moeten worden vermeld.

DISPOSITIEF

Artikel 1

1. Onder voorbehoud van opmerking 2 gemaakt onder het opschrift artikelen 1 en 2, moet, naar het zich laat aanzien, in paragraaf 1, vijfde lid, inzonderheid artikel 25*quater*/1, § 2, worden vermeld.

2. De verwijzing in paragraaf 2, derde lid, *in fine*, naar de "vaststellingen […] waarvan melding wordt gemaakt in het eerste gedeelte van deze paragraaf" is onvoldoende nauwkeurig.

3. Paragraaf 3, tweede lid, tweede zin, luidt als volgt: "Het [College van Geneesheren-directeurs] geeft in elk geval kennis van zijn beslissing aan de adviserend geneesheer van de verzekeringsinstelling van de rechthebbende".

Paragraaf 5 luidt als volgt: "In elk geval stelt de adviserend geneesheer van de verzekeringsinstelling de rechthebbende in kennis van zijn gemotiveerde beslissing of van die van het College van Geneesheren-directeurs. Een kopie van de kennisgeving wordt overgemaakt aan het Instituut".

Die kennisgevingskwesties horen thuis in een en dezelfde bepaling.

Artikelen 1 en 2

1. Uit artikel 1, § 1, derde lid, blijkt onvoldoende duidelijk hoe het voorliggende ontwerp zich verhoudt tot het koninklijk besluit van 14 december 2006 'betreffende geneesmiddelen voor menselijk en diergeneeskundig gebruik'. Die verhouding is als volgt: wanneer aan een patiënt de kosteloze terbeschikkingstelling van een geneesmiddel wordt toegekend krachtens het ontworpen artikel 109, § 3,[1] van het voornoemde koninklijk besluit van 14 december 2006, zendt de verantwoordelijke geneesheer het dossier over aan het College van

[1] Dat artikel wordt gewijzigd bij een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 14 december 2006 betreffende geneesmiddelen voor menselijk en diergeneeskundig gebruik', dat onder het nr. 55.790/3 op de rol van de afdeling Wetgeving van de Raad van State is geplaatst.

geneesheren-directeurs, dat uitspraak doet over de aanvraag tot tenlasteneming, overeenkomstig de artikelen 25, laatste lid,[2] en 25*quater*/1, § 2, van de gecoördineerde wet.

2. Het is beter alle bepalingen betreffende de aanvragen tot tenlasteneming op grond van artikel 25*quater*/1, § 2, in een afzonderlijk artikel samen te brengen.

Artikel 4

Daar het eerste lid betrekking heeft op individuele aanvragen, moet nauwkeuriger worden verwezen naar artikel 25*quater*/1, § 2, van de gecoördineerde wet.

Artikel 5

1. Paragraaf 2, die betrekking heeft op de aanvraag om een voorafgaande toestemming, moet logischerwijze voor paragraaf 1 komen, die betrekking heeft op de aanvraag om een tegemoetkoming.

2. In paragraaf 3, tweede lid, 3°, lijkt de steller van het ontwerp over het hoofd te zien dat artikel 25*sexies*, § 2, 2°, *in fine*, bepaalt dat wanneer de afstand minder dan 350 km bedraagt, de reis- en verblijfkosten voor geneeskundige verzorging in bepaalde omstandigheden in aanmerking kunnen worden genomen.

3. Paragraaf 6 luidt als volgt: "Het College van geneesheren-directeurs geeft de adviserend geneesheer van de verzekeringsinstelling van de rechthebbende kennis van zijn gemotiveerde beslissing".

Die bepaling is overbodig en moet worden weggelaten. Ze is immers identiek aan de algemene bepaling van artikel 1, § 3, tweede lid, tweede zin.

4. Paragraaf 7 luidt als volgt: "De betaling van het aan de rechthebbende toegewezen bedrag gebeurt door de verzekeringsinstelling overeenkomstig de bepalingen voorzien in artikel 25*novies* van de gecoördineerde wet van 14 juli 1994".

Die bepaling is overbodig en moet worden weggelaten. Ze is immers identiek aan de algemene bepaling van artikel 1, § 4.

5. Paragraaf 8 luidt als volgt: "In elk geval geeft de adviserend geneesheer van de verzekeringsinstelling de rechthebbende kennis van de gemotiveerde beslissing van het College

[2] In dat lid wordt bepaald dat de tegemoetkomingen die volgen uit een cohortbeslissing toegekend worden aan de persoon die de terbeschikkingstelling van het geneesmiddel aan de rechthebbende financieel ten laste heeft genomen, dat wil zeggen, in het algemeen, het farmaceutisch bedrijf. Dat is logisch aangezien de terbeschikkingstelling van het geneesmiddel aan de patiënt kosteloos is, krachtens het ontworpen artikel 109, § 3, van het voornoemde koninklijk besluit van 14 december 2006.

van geneesheren-directeurs. Een kopie van de kennisgeving wordt overgemaakt aan het Ins[t]ituut".

Die bepaling is overbodig en moet worden weggelaten. Ze is immers identiek aan de algemene bepaling van artikel 1, § 5.

Artikel 6

1. Wat paragraaf 1, vierde lid, betreft, behoren de firma's zich er niet toe te verbinden de verplichtingen die voortvloeien uit de wet en uit de uitvoeringsbesluiten ervan, gedurende een jaar na te leven. Die verplichtingen gelden automatisch en zonder tijdsbeperking.

De verantwoordelijkheid van de firma's moet bij een wettelijke bepaling en niet in een koninklijk besluit worden geregeld.

2. Wat paragraaf 1, voorlaatste lid betreft, staat het niet aan de Koning te bevestigen dat de wet van 18 juli 1966 'op het gebruik van de talen in bestuurszaken' toepasselijk is.

3. In de derde en de vierde paragraaf moet worden gepreciseerd welke procedure ten aanzien van de firma moet worden gevolgd wanneer de Commissie voorstellen op eigen initiatief of op verzoek van de geneesheren-directeurs uitwerkt.

Artikel 8

1. Het vereiste dat de tegemoetkoming alleen voor een welbepaalde groep van rechthebbenden mag worden toegestaan, lijkt niet altijd op te gaan, aangezien de categorie rechthebbenden niet is omschreven wanneer het gaat om een cohortbeslissing die alleen exclusiecriteria vaststelt, zoals trouwens in artikel 9, § 2, 2°, wordt aangegeven.

2. Het vijfde lid is een onnodige herhaling van artikel 9, § 5, derde lid.

Hoofdstuk 4

De overeenkomsten waarvan in hoofdstuk 4 sprake is, zijn de overeenkomsten die in het kader van cohortbeslissingen gesloten worden.

De bepalingen van hoofdstuk 4 moeten dus in hoofdstuk 3 worden opgenomen.

De steller van het ontwerp kan hoofdstuk 3 eventueel in twee afdelingen onderverdelen.

Artikel 13

Wat het vierde lid betreft, is het logisch dat, indien een voorstel voor een overeenkomst is gedaan, de procedure opgeschort wordt totdat de overeenkomst is gesloten of totdat het overleg is mislukt.

Daarentegen is het de afdeling Wetgeving niet duidelijk wat wordt beoogd met de verwijzing naar "het verstrijken van de termijn van 7 werkdagen bedoeld in het eerste lid". Het gaat hier immers om de uiterste termijn om een aanvraag voor het sluiten van een overeenkomst in te dienen.

Artikel 18

(ontworpen artikel 122*quinquies-decies*/1 van het koninklijk besluit van 3 juli 1996)

1. In de inleidende zin moet de laatste nog geldende wijziging die in het koninklijk besluit van 3 juli 1996 is aangebracht, worden vermeld.

2. Het artikel moet zo worden geredigeerd dat het niet de samenstelling van de commissie overneemt die reeds in artikel 25*octies*/1, § 2, van de gecoördineerde wet is vastgelegd, maar enkel de regels preciseert inzake de aanwijzing van de leden.

Artikel 19

(ontworpen artikel 4*bis* van het koninklijk besluit van 22 januari 2002)

1. In de inleidende zin moeten de laatste nog geldende wijzigingen die in het koninklijk besluit van 22 januari 2002 zijn aangebracht, worden vermeld.

2. In de Franse versie van de ontworpen paragraaf 3 schrijve men "(…) et qui sont chargés par elle d'effectuer une étude (…)" in plaats van "(…) et qui sont chargés d'effectuer pour lui une étude (…)".

Artikel 22

De bepaling zou beter worden geredigeerd als volgt:

"Opgeheven worden:

1° het koninklijk besluit van 26 februari 2001 tot uitvoering van artikel 25 van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 11 december 2001;

2° het koninklijk besluit van 4 februari 2004 tot uitvoering van artikel 25, § 3, vijfde lid, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994".

Artikel 23

1. In de bepaling onder 1° wordt de inwerkingtreding van de artikelen 2 tot 12 van de wet van 7 februari 2014 'houdende diverse bepalingen inzake de toegankelijkheid van de gezondheidszorg' vastgesteld.

De artikelen 2 en 3, 1° en 2°, van de voornoemde wet van 7 februari 2014 zijn echter, krachtens artikel 12 van die wet, de dag na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad* in werking getreden; de inwerkingtreding van die artikelen hoeft dus niet te worden geregeld.

2. Het tweede lid moet opgenomen worden in een artikel dat het artikel betreffende de inwerkingtredingen voorafgaat.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Colette GIGOT Pierre VANDERNOOT